

ILS METTENT EN DEMEURE LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION

La FNTÉ opte pour une grève de trois jours

La décision a été prise, hier, à l'unanimité des participants à la conférence des cadres syndicaux de la Fédération des travailleurs de l'éducation (FNTÉ - UGTA). L'appel à la grève générale de trois jours, soit les 4, 5 et 6 octobre prochain, a été lancé, hier, depuis le siège de la Centrale syndicale où se tenait ladite conférence.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - L'appel à la grève générale de trois jours a été lancé à la lecture du communiqué final ayant sanctionné la conférence des cadres syndicaux de la FNTÉ. Une démonstration de force qui risque d'aller crescendo, «si le ministère de tutelle ne donne aucune suite aux revendications des travailleurs de l'éducation».

En d'autres termes, Boubekour Benbouzid est mis en demeure par ses «alliés» du passé et risque même à faire face à une radicalisation de la protesta à compter de novembre prochain. Hier, alors que le secrétariat national de l'UGTA tenait, sous la houlette de son secrétaire général, sa réunion d'avant la tripartite de jeudi prochain au siège d'El Itag d'El Achour, les cadres syndicaux de la Fédération nationale des travailleurs de l'éducation viennent de franchir un pas important dans leur bras de fer engagé depuis

quelques jours avec le département de l'éducation. En d'autres termes, les syndicalistes affiliés à la FNTÉ accusent le premier responsable de faire dans «l'amalgame, en manipulant le dossier des œuvres sociales, en contractant des alliances et ce, dans le seul but de dévier les concernées et l'opinion publique des principales revendications des travailleurs de l'éducation». Les initiateurs de ce mouvement de débrayage demandent, pour rappel, une revalorisation des salaires et la rétroactivité des modifications apportées aux régimes de prestations sociales et indemnitaires.

«Les enseignants, qui soutiennent la Centrale syndicale UGTA dans les négociations qui auront lieu jeudi prochain lors de la rencontre qui regroupera le gouvernement, l'UGTA et le patronat, espèrent que leurs revendications légitimes soient satisfaites», a souligné un membre du secrétariat de



Photo : Samir Sid

la FNTÉ en marge de la réunion. Parmi les revendications des cadres syndicaux de la FNTÉ, on cite notamment la revalorisation des salaires à travers la révision des régimes indemnitaires. Il s'agit pour les cadres syndicaux de la fédération de plaider pour l'ouver-

ture urgente et sereine de négociations pour la concrétisation de la plate-forme de revendications adoptée lors de la conférence nationale du 5-11-2009 à Zéralda, transmise au ministère de l'Education nationale, relative au dossier du régime indemnitaire,

exigeant la nécessité de son indexation sur les nouveaux salaires de base, avec effet rétroactif à compter du 1^{er} janvier 2008. Ils exigent également la révision de leur statut particulier ainsi que le régime indemnitaire, tout en appelant la tutelle à «corriger» les incohérences et injustices que ces deux textes ont générées avec notamment la reconduction de l'indemnité d'amélioration des tâches complémentaires (IATC). «Il est vrai que nous avons été le premier secteur à avoir bénéficié d'un statut particulier. Mais il est tout autant vrai que nous avons été les seuls lésés [...]. La promulgation de notre statut particulier s'est faite dans une conjoncture particulière, le gouvernement était en position de force», a-t-on indiqué. En outre, les enseignants demandent d'y remédier aux insuffisances contenues dans les nouveaux statuts particuliers, lésant certaines catégories de travailleurs.

Cette sortie médiatique de la FNTÉ est intervenue au lendemain de l'annonce faite par les syndicats autonomes du secteur de l'éducation d'une prochaine démonstration de force.

A. B.

CONTRÔLE DE LA GESTION DES ŒUVRES SOCIALES DE L'ÉDUCATION

Le Satef contre l'implication de l'IGF et de la Cour des comptes

Dans un point de presse animé dans la journée d'hier à Tizi-Ouzou, B. Amoura, secrétaire général du Satef, n'a pas caché son scepticisme quant à la décision du ministère de l'Education nationale de soumettre au contrôle les finances et le patrimoine des œuvres sociales de l'éducation.

Cette mesure, on s'en souvient, a été annoncée, il y a quinze jours, par Benbouzid en réponse aux syndicats autonomes qui ont posé comme préalable au passage à une nouvelle forme de

gestion de ces fonds, l'établissement d'un bilan transparent de l'ensemble des avoirs et de la gestion durant les dix-sept dernières années des œuvres sociales, dont la Satef salue «la

restitution aux travailleurs». Néanmoins, le secrétaire général de ce syndicat n'était pas emballé par l'engagement de transparence que Benbouzid présente comme une concession faite aux syndicats autonomes. B. Amoura n'a pas caché ses doutes quant à l'efficacité du recours aux instruments de contrôle de l'Etat, tels que l'IGF et la Cour des comptes.

«A travers cette décision, on veut empêcher les syndicats autonomes d'avoir un droit de regard sur la gestion de ces fonds depuis 1994.

Nous doutons de la bonne foi des pouvoirs publics, nous voulons que les syndicats autonomes

soient associés à l'opération de contrôle», dira le secrétaire général du Satef qui estime nécessaire pour ce faire, et dans un souci de transparence, la mise en place d'une commission nationale et des commissions de wilaya pour dresser un bilan de l'ensemble des biens des œuvres sociales de l'éducation.

L'abrogation des textes, notamment, l'article 87 bis et la circulaire 303/83 relatifs à la gestion des œuvres sociales est l'autre exigence formulée par le Satef qui, sur le plan local, critiquera «la gestion totalitaire» du directeur de l'éducation de la wilaya de Tizi-Ouzou à qui il est

reproché son opposition au dialogue avec les syndicats.

«Les portes de la Direction de l'éducation nous sont même fermées pendant les jours de réception», fulminera le secrétaire général du Satef pour qui les performances réalisées par le secteur de l'éducation dans la wilaya de Tizi-Ouzou ne sont nullement le fruit du travail du responsable en question qui, selon lui, n'a pas honoré ses engagements pris devant les élus de l'APW pour la prise en charge des réparations au niveau de nombreux établissements scolaires qui sont dans un état de dégradation avancée.

S. A. M.

PROTECTION CIVILE

Le premier hélicoptère du groupement aérien sera réceptionné le mois prochain

La Protection civile réceptionnera, le 26 octobre, le premier hélicoptère acquis dans le cadre d'un achat groupé (Protection civile, GN, Police et ANP. C'est le premier appareil d'un lot de 6 hélicoptères qui seront affectés à la Protection civile algérienne pour constituer le groupement aérien d'interventions.

«Ce groupement sera chargé d'intervenir rapidement dans des milieux périlleux, des évacuations de blessés, de lutte contre les feux de forêt, de reconnaissance aérienne et de transport de troupes (sapeurs-pompier ndlr)», a déclaré Mustapha Lahdiri, directeur général de la Protection civile à l'issue de sa tournée dans plusieurs localités de la wilaya de Boumerdès.

Selon les responsables de la Protection civile qui accompagnaient leur patron, 20 pilotes,

dont une femme et 20 techniciens sont en formation en Italie.

Le patron de la Protection civile qu'accompagnait Kamel Abbès, wali de Boumerdès et le colonel Mohamed Kherroubi, directeur de la Protection civile de la wilaya a inauguré de nouvelles structures d'intervention installées à Thénia et Boudouaou. Une salle de sport et le nouveau siège de la direction de la wilaya ont été également inaugurés par le visiteur de l'ex-Rocher-noir. S'agissant d'implantation de nouvelles unités notam-

ment dans des zones réputées à hauts risques comme la wilaya de Boumerdès (séisme, importants axes routiers, canalisations de gaz à très haute pression, terrorisme), les hauts cadres qui accompagnaient leur DG nous ont affirmé qu'à l'avenir, cette dotation en structure se fera de manière rationnelle basée sur la cartographie des risques.

Quant à l'implantation des postes de secours le long de l'autorité, ceux-ci seront installés en concomitance avec ceux de la Gendarmerie nationale, c'est-à-dire espacés de 50 km les uns des autres mais pas avant 18 mois.

Abachi L.

VENREDI, JOURNÉE SANS VOITURES

Sans fumée d'échappement

Pas de fumée d'échappement ce vendredi, du moins dans la capitale ! «Rouler moins, consommer moins et vivre heureux» est le slogan choisi pour la 4^e édition de la manifestation éco-citoyenne «Journée sans voitures» prévue vendredi de 9h30 à 20h. Des acteurs du secteur de l'environnement, en collaboration avec la Radio nationale, se regrouperont afin de sensibiliser le grand public aux problématiques liées au transport, et promouvoir les transports alternatifs et actifs. Il ne s'agit pas seulement de lutter contre la pollution atmosphérique ou le bruit mais d'améliorer la qualité de vie.

Cette manifestation se veut être une vitrine de ce à quoi nos villes devraient ressembler sans voitures. Le temps d'une journée, les piétons quitteront les trottoirs et pourront investir la chaussée et profiter des activités que leur offrent les organisateurs. L'Etablissement arts et culture de la wilaya d'Alger apportera sa contribution à cette manifestation en proposant un programme riche en activités culturelles et en divertissements. A cet effet, l'axe routier allant de la place Maurice-Audin jusqu'au square Port-Saïd en passant par la Grande-Poste et le parc Sofia sera coupé à la circulation automobile entre 9h30 et 20h.

De nombreuses activités sportives et des animations seront proposées aux citoyens pour leur permettre de découvrir leur ville autrement. Pour égayer cette journée, de la fanfare, des majorettes, des concerts de musique sont au programme. Cette campagne de sensibilisation sera ponctuée par une parade dans la matinée qui ira de la Grande-Poste à la place Maurice-Audin. Un défilé avec la troupe de fanfare de l'association Rythme et Parade et un autre de majorettes, accompagnées par des troupes de zorna et de clowns, constitueront l'essentiel de ce programme. Les enfants seront bien gâtés. Des spectacles de clowns et de magie seront organisés au niveau de la place Maurice-Audin, à la Grande-Poste, au parc Sofia et au square Port-Saïd.

Des ateliers de dessin, de coloriage, de bricolage et autres travaux manuels sont également prévus au Centre des loisirs scientifiques, ainsi que des séances de lecture dans le jardin de la Grande-Poste. Dans l'après-midi, des groupes de rock et de gnawa, à l'image de Ifrikia Spirit, Atakor, Rihet Lebled et Ouled Houssa, donneront des concerts.

Wassila Z.